

Le développement soutenable dans une perspective post keynésienne : retour aux sources de l'écodéveloppement

Eric Berr*

Université Montesquieu-Bordeaux IV
GREThA (UMR CNRS 5113)

eric.berr@u-bordeaux4.fr

Texte publié dans *Economie appliquée*, tome LXII, 2009, n°3, p.221-244

1. Introduction

Le développement soutenable est aujourd'hui un mot d'ordre unanimement accepté. Il est à la base de nombreuses politiques économiques, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, et sert de feuille de route aux institutions internationales comme le montre, par exemple, l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000. Cette unanimité de façade impose d'en préciser le contenu, faute de quoi le risque est grand de le voir rejoindre la longue liste des concepts vidés de leur substance.

Il est pourtant indispensable de prendre la mesure du plus grand défi du 21^{ème} siècle, qui consiste à promouvoir des modes de développement qui soient socialement équitables, écologiquement soutenables et économiquement viables. Mais envisager l'avenir avec un plus grand optimisme suppose de rompre avec l'optique néo-libérale qui régit les relations internationales depuis une trentaine d'années. Pour ce faire, nous souhaitons montrer que le courant post keynésien, même s'il n'a que relativement peu intégré les questions liées à l'environnement et plus largement au développement soutenable, dispose d'instruments qui le rendent légitime en la matière.

En effet, les post keynésiens se sont construits en opposition avec la théorie néo-classique et rejettent toute approche basée sur le consensus de Washington (Berr et Combarrous, 2005, 2007 ; Berr, Combarrous et Rougier, 2009 ; Bresser-Pereira et Varela, 2004 ; Davidson, 2004). S'ils s'inspirent des travaux de John Maynard Keynes, les post keynésiens modernes sont également les héritiers de Michal Kalecki, Nicholas Kaldor, Joan Robinson, Roy Harrod ou Piero Sraffa. Des convergences existent avec d'autres écoles hétérodoxes, notamment avec les économistes institutionnalistes qui ont puisé aux sources de Thorstein Veblen ou de John Kenneth Galbraith.

Deux caractéristiques essentielles sont associées à l'économie post keynésienne. Premièrement, elle adopte le principe de la demande effective conduisant la production à s'ajuster au niveau de la demande et reléguant ainsi les contraintes d'offre au second plan, tant à court terme qu'à long terme. Deuxièmement, elle appréhende le temps dans sa dimension historique, c'est-à-dire en intégrant la notion d'irréversibilité, tout en naviguant

* Je tiens à remercier très chaleureusement Ignacy Sachs pour les échanges très stimulants que j'ai pu avoir avec lui au cours de la préparation de ce travail. Les manques et insuffisances restent cependant de ma seule responsabilité.

dans un univers incertain, c'est-à-dire non probabilisable. De ces caractéristiques découlent un certain nombre de principes que les post keynésiens partagent avec d'autres écoles de pensée hétérodoxes. Tout d'abord, ils accordent une grande importance au réalisme des hypothèses qui, bien que simplificatrices, doivent décrire un monde réel. Ils rejettent l'instrumentalisme néo-classique revendiqué notamment par Milton Friedman selon lequel la validité d'une hypothèse se mesure à son pouvoir de prédiction, ce qui fait dire à Paul Davidson, le chef de file des post keynésiens américains, qu'il vaut mieux être approximatif dans le vrai que très précis dans le faux (Lavoie, 2004, p.21). Ils adoptent une approche holiste où le comportement des individus est influencé par leur environnement social, culturel, et s'opposent à l'individualisme méthodologique fondant l'*homo economicus*. Ils rejettent le principe de rationalité absolue pour lui substituer celui de rationalité limitée ou procédurale qui conduit, dans un univers incertain où l'information est insuffisante, à chercher à atteindre non pas une situation optimale mais une situation satisfaisante. Ils étudient une économie de production et non une économie d'échange, ce qui les conduit à privilégier le concept de reproduction à celui de rareté. Enfin, ils considèrent que les marchés ne doivent pas être livrés à eux-mêmes et qu'ils doivent au contraire être régulés afin de limiter l'instabilité du système économique.

A partir de ce corpus théorique, nous souhaitons montrer que le développement soutenable, vu au prisme du paradigme post keynésien, peut être rapproché de l'écodéveloppement tel qu'il a été théorisé par Ignacy Sachs (1980, 1997). Outre que cela peut se justifier par le simple fait que Sachs, qui fut en son temps un proche collaborateur de Kalecki à l'école de planification et de statistiques de Varsovie, reconnaît sa filiation kaleckienne, nous pensons que l'école post keynésienne et l'écodéveloppement partagent une même vision du rôle de la croissance économique et qu'ils se rejoignent, via le concept d'incertitude radicale, sur l'importance du principe de précaution. Si les implications du principe de la demande effective semblent les opposer, nous verrons que ces divergences peuvent être aisément dépassées. Mais avant de tenter de concilier l'écodéveloppement et l'école post keynésienne, il convient de revenir sur la genèse du concept de développement soutenable et sur les caractéristiques principales de l'écodéveloppement.

2. Une brève histoire contemporaine du développement soutenable¹

Le concept de développement soutenable a été popularisé dans les années 1980, notamment par l'intermédiaire du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED) (1987) — le fameux rapport Brundtland — qui en donne la définition suivante, communément admise aujourd'hui : « *le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (CMED, 1987, p.51).

Cependant, dès la fin des années 1960, on assiste à un intérêt croissant envers les questions environnementales. Ainsi, les travaux du Club de Rome, qui aboutiront à la publication en 1972 du rapport Meadows (Meadows et *al.*, 1972), mettent en évidence les conséquences écologiques du modèle occidental de développement et montrent pour la première fois qu'il existe des limites naturelles à la croissance économique. Ce rapport, qui analyse cinq variables — la technologie, la population, l'alimentation, les ressources naturelles et l'environnement —, conclut que, pour empêcher le système mondial de s'effondrer à l'horizon 2000, il faut stopper l'accroissement de la population et la croissance

¹ Voir aussi Vivien (2003).

économique. Cette même année, la première conférence des Nations unies sur l'environnement, qui se déroule à Stockholm, inscrit définitivement l'environnement à l'ordre du jour de la communauté internationale. Elle incite les pays en développement à explorer d'autres modes de croissance et va donner naissance à la notion d'écodéveloppement (Sachs, 1980, 1997) qui met en avant des principes tels que l'équité, la minimisation des atteintes aux systèmes naturels, le respect des cultures ou encore la planification socio-économique. La déclaration de Cocoyoc (1974) fait franchir une étape supplémentaire dans la prise de conscience de la difficulté de satisfaire durablement les besoins humains dans un environnement soumis à de nombreuses pressions et, en approfondissant le concept d'écodéveloppement, appelle à des solutions plus radicales. Cette déclaration, qui est le résultat des réflexions menées lors d'un colloque d'experts organisé à Cocoyoc (Mexique) par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), avance notamment que : (i) le problème, à ce jour, n'est pas principalement celui de la pénurie physique absolue, mais celui d'une mauvaise répartition et d'une mauvaise utilisation sur le plan économique et social ; (ii) la tâche des hommes d'État est de guider les nations vers un nouveau système plus à même de respecter les « limites intérieures » des besoins humains de base, pour tous, et de le faire sans violer les « limites extérieures » des ressources et de l'environnement de la planète ; (iii) les êtres humains ont des besoins fondamentaux : alimentation, logement, vêtements, santé, éducation. Tout processus de croissance qui n'amène pas leur satisfaction — ou, pire encore, qui la contrarie — est un travestissement de l'idée de développement ; (iv) nous avons tous besoin d'une redéfinition de nos objectifs, de nouvelles stratégies de développement, de nouveaux modes de vie, et notamment, parmi les riches, de modes de consommation plus modestes (PNUE, 2002, p.7 ; PNUE-CNUCED, 1974).

Cette déclaration, qui est la plus radicale que les Nations unies aient jamais concoctée sur ce sujet, suscitera de nombreuses réactions. Demander de lutter contre le sous-développement en arrêtant le surdéveloppement des riches, inciter les pays en développement à s'appuyer sur leurs propres forces, à prendre confiance en eux et apprendre à ne plus être dépendants des pays riches — ce que traduit la notion de *self reliance* — provoquent un grand enthousiasme qui sera prolongé par le rapport de la Fondation Dag Hammarskjöld (1975) et la création de la Fondation internationale pour un autre développement (Fipad)².

Mais cette déclaration va également susciter l'ire de l'administration des Etats-Unis qui, par l'intermédiaire de son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, tancera vertement le secrétariat général des Nations unies et, dans ce qui s'apparente à un rappel à l'ordre, conseille au PNUE de se consacrer uniquement à la dépollution (Sachs, 2007, p.264).

Ainsi, on assiste progressivement à la marginalisation de l'écodéveloppement au profit du développement soutenable. Mais, derrière la définition fournie par le rapport Brundtland, deux visions du développement soutenable s'opposent. La première est d'inspiration néo-classique et fonde la soutenabilité faible. Au niveau microéconomique, elle vise à valoriser monétairement les éléments naturels afin de les intégrer dans un calcul coûts-bénéfices. Au niveau macroéconomique, il s'agit, dans la lignée du modèle de Solow, de fournir des fondements théoriques à l'argument d'ordre empirique concernant une relation vertueuse

² Ce qui est devenu la Fipad avait commencé en 1971 avec le Symposium de Founex sur le développement et l'environnement, première étape d'un chemin marqué ensuite par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm (1972), le Séminaire de Cocoyoc (1974) sur des modèles alternatifs d'utilisation des ressources et le Rapport Dag Hammarskjöld (1975). Légalement, la fondation a été établie en 1976 et dissoute en 1995. L'ensemble des dossiers publiés par la Fipad est disponible sur le site de la Fondation Dag Hammarskjöld : <http://www.dhf.uu.se/ifda/>.

entre croissance économique et qualité environnementale qui est à la base de la courbe environnementale de Kuznets. Il s'agit également de formuler une « règle de soutenabilité » assurant le maintien de la valeur par tête du stock total de capital de la société en postulant une parfaite substituabilité entre les différentes formes de capital (physique, humain, naturel). Le sommet de la terre de Rio en 1992, avec l'adoption de l'agenda 21, et le sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002 vont confirmer cette approche³. De la même façon, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) promus par les Nations unies en 2000 traduisent la vision (faible) du développement soutenable défendue par les institutions internationales qui continuent de privilégier une approche économique inspirée du sinistre consensus de Washington, fruit de la contre-réforme néo-libérale des années 1980-1990.

La seconde approche, fondant une soutenabilité forte, est moins centrée sur les seuls aspects économiques et propose une approche plus radicale. Ainsi, la soutenabilité écologique postule le maintien d'un stock de capital naturel dit critique et rejette donc le principe de substituabilité des facteurs de production au profit de leur complémentarité. Elle s'oppose à la valorisation monétaire des éléments naturels et œuvre à la construction d'une nouvelle économie du bien-être fondée sur des valeurs « éthiques » ainsi qu'à la recherche d'une nouvelle mesure de la richesse⁴. La soutenabilité sociale recouvre la mise en œuvre d'un processus de développement combinant un niveau acceptable d'homogénéité sociale, une répartition équitable des revenus, le plein emploi ainsi qu'un accès équitable aux services sociaux. La soutenabilité économique dépend d'une répartition et d'une gestion des ressources plus efficaces mais aussi d'un flux constant d'investissements, tant privés que publics, destinés à moderniser l'appareil de production afin d'économiser les ressources naturelles et la peine des êtres humains. Elle suppose aussi une certaine autonomie en matière de recherches scientifiques et technologiques et passe par une intégration au marché international qui se fasse dans le respect des souverainetés nationales (Sachs, 1997).

Il apparaît évident que si les post keynésiens doivent investir le domaine du développement soutenable, cela ne peut être que dans le cadre de la soutenabilité forte. Cette approche est en effet la seule qui rompt explicitement avec la théorie néo-classique. Elle renoue d'ailleurs avec l'écodéveloppement que nous allons maintenant présenter plus en détail.

3. Retour sur l'écodéveloppement

Le terme d'écodéveloppement a été formulé pour la première fois en 1972 par Maurice Strong, qui était le secrétaire général de la conférence de Stockholm. Il servira de référence au PNUE au cours des années 1970 avant d'être marginalisé et supplanté dans les années 1980 par le concept de développement soutenable, entendu dans son acception faible par les institutions internationales. Ce rejet s'explique par le fait que l'écodéveloppement, comme on

³ Vivien (2005, p.23) note que, même si elle intègre le principe de précaution, la déclaration de Rio, qui entend pourtant prolonger la déclaration de Stockholm, semble plutôt traduire un recul ou, à tout le moins, une autre orientation. En effet, la question démographique apparaît moins préoccupante, les références à la nature et à l'épuisement des ressources naturelles ont presque disparu tandis qu'il n'est plus question de recourir à la planification pour concilier divers objectifs.

⁴ Les partisans de la décroissance vont plus loin et recherchent une alternative au développement, concept qu'ils considèrent comme « toxique » car conduisant à une perte d'identité, à une homogénéisation culturelle et à un alignement sur les valeurs occidentales. Pour une étude approfondie de ces deux courants, voir Berr et Harribey, 2006 ; Bonnevault, 2003 ; Comelieu, 2000, 2006 ; Harribey, 1997, 1998 ; Latouche, 1986, 1995, 2003 ; Rist, 1996.

a pu le constater avec la déclaration de Cocoyoc en 1974, propose un projet radical qui entend rompre avec l'optique libérale qui revient en grâce dans les années 1970 et qui « triomphera » dans les années 1980-1990. Mais c'est la crainte qu'il puisse donner lieu à une modification des rapports de force au sein de ce que Braudel appelle « l'économie monde », et en particulier à une émancipation des pays du Tiers monde, qui va entraîner la « défaite » (provisoire nous l'espérons) de l'écodéveloppement. Mais en quoi ce projet est-il apparu « subversif » aux yeux des « puissants »⁵ ? Quelles en sont les bases ?

Pour avoir une idée précise de ce qu'est l'écodéveloppement, il convient de se pencher sur les écrits de son principal théoricien, Ignacy Sachs, qui fut le secrétaire de Maurice Strong lors des conférences de Stockholm et Rio. Une mention spéciale doit aussi être attribuée à Marc Nerfin qui fut à l'origine de la Fipad et dont les nombreux travaux ont permis d'enrichir ce concept.

Le point de départ de Sachs est la dénonciation du « *mal développement des pays dits développés et les conséquences qu'il provoque sur le reste du monde par domination, par effets d'entraînement et par imitation du modèle* » (Sachs, 1980, p.15). Cette crise doit nous amener à questionner la nature de la croissance et à quelles conditions, sociales et écologiques, elle est acceptable. Pour lui, l'écodéveloppement n'est en aucun cas une théorie mais bien une philosophie — ou une éthique — du développement qui doit s'appliquer tant aux pays développés qu'en développement. Il correspond à un projet normatif. Le mal développement qu'il observe est le résultat d'un double gaspillage causé par une mauvaise répartition des richesses. D'un côté, « *les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles ; ils le font par surcroît en utilisant très mal de vastes espaces de terres potentiellement agricoles. Les pauvres sous-consommant et, acculés par la misère, ils sur-utilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. La lutte contre le gaspillage apparaît ainsi indissolublement liée à celle contre la misère et contre la mauvaise gestion de l'environnement* » (Sachs, 1980, p.22).

Mais ce gaspillage qui doit être combattu peut être appréhendé de deux manières. Si l'on considère uniquement l'optique du producteur, le gaspillage se produit dans deux cas : (i) quand un mauvais choix des techniques de production entraîne une utilisation plus importante que nécessaire des facteurs de production ; (ii) quand le produit ne se vend pas, suite à une mauvaise appréciation des débouchés. Mais, souligne Sachs, comme la finalité de la production est le profit, on ne tient pas compte de l'usage que font les acheteurs du bien en question. Or le gaspillage doit être défini à la lumière d'une échelle de valeurs qui découle d'objectifs sociaux déterminés. Munis de ce cadre, il devient possible de juger de l'allocation des ressources. Dès lors, « *on dira qu'il y a gaspillage chaque fois que des ressources rares sont utilisées à la production de produits jugés superflus. Et, symétriquement, on parlera de gaspillage lorsque des ressources abondantes ou potentiellement abondantes ne sont pas valorisées en vue de la production de biens et services jugés essentiels* » (Sachs, 1980, p.20). Nous voyons déjà comment Sachs entend donner une orientation « kaleckienne » au principe de la demande effective puisque Kalecki, contrairement à Keynes, juge indispensable que l'Etat intervienne dans le choix des investissements afin que ceux-ci soient orientés vers la satisfaction des besoins essentiels et la réduction des gaspillages. Cette vision des choses implique également de revenir sur une logique qui, comme l'a magnifiquement montré Kapp

⁵ Dans Berr (2006, p.38), nous avons défini les « puissants » comme le groupe détenant les rênes du pouvoir et qui est en situation d'influencer l'opinion. Ce groupe rassemble les dirigeants politiques du Nord, mais aussi du Sud, les dirigeants des grandes firmes transnationales et les principaux organes de presse, bien souvent aux mains de ces firmes.

(1963), voit les entreprises, dans toute la mesure du possible, internaliser les profits et externaliser les coûts sociaux, ce qui conduit à un pillage en règle des ressources naturelles.

Dès lors, l'écodéveloppement doit s'appuyer sur trois piliers (Sachs, 1980, p.32) : (i) la notion de *self-reliance* favorisant l'autonomie des décisions et l'émergence de modes de développement alternatifs qui tiennent compte du contexte historique, culturel et écologique propre à chaque pays ; (ii) la prise en charge équitable des besoins essentiels de chacun, qu'ils soient matériels ou immatériels, et en particulier celui de se réaliser à travers une vie qui ait un sens⁶ ; (iii) la prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature.

La recherche d'un développement endogène, suggérée par la *self reliance*, suppose l'abandon d'une stratégie de développement mimétique, fondée sur une vision rostowienne et dont l'ambition irresponsable et indésirable est de généraliser à l'ensemble de la planète le modèle occidental de développement. Nous avons pourtant pu constater que cette ambition ne servait que ses promoteurs, les élites du Nord et leurs homologues occidentalisées du Sud, tandis qu'elle fragilisait les populations des pays en développement, et aussi, bien que dans une moindre mesure, des pays développés, et accentuaient la pression sur la nature.

De même, la satisfaction des besoins de chacun passe par une meilleure répartition des richesses, donc par une modification du rapport de forces en présence qui fait, de plus en plus, la part belle au marché et aux firmes transnationales⁷. Ce rééquilibrage des pouvoirs suppose que l'Etat, par le biais d'une planification indicative, fixe les grands objectifs et soit le garant de la réalisation de ces objectifs. Il suppose également un renforcement du poids de la société civile afin d'éviter que l'Etat ne cesse d'agir au nom de l'intérêt général⁸.

⁶ Comme le note Sachs (1980, p.68), « *le développement est trop souvent perçu comme l'apport à tous des conditions matérielles minima de survie, en termes de nourriture, d'abri, de protection de la santé ; s'y adjoint l'éducation qui permet d'atteindre ces trois objectifs. Cette vue est trop restrictive : l'homme ne vit pas seulement de pain et ses besoins non matériels doivent être pris en considération. Ils comprennent le libre accès à la culture, la possibilité d'exercer une activité créatrice dans un environnement de travail approprié, la convivialité et une participation active à la conduite des affaires publiques* ».

⁷ Sachs (1980, p.125-126) souligne qu'il faut, « *avec clairvoyance et franchise, prendre acte des dépendances majeures actuellement en exercice afin de ne pas ensuite parler de coopération et d'interdépendance comme si on était au départ dans des rapports transparents sur pied d'égalité entre nations et entre peuples. Selon des degrés et des formes variées, la dépendance de beaucoup de pays du tiers-monde à l'égard des plus développés existe par le commerce inégal, par les servitudes technologiques, par le système monétaire et par les investissements, par la faible ou mauvaise industrialisation, par les mass media et les grands moyens de communication à courant dominant, etc. (...) Ainsi par exemple, par le biais soit des firmes multinationales, soit des autres grands systèmes transnationaux, continue à se développer une internationalisation du système productif le plus avancé au profit d'espaces particuliers et de groupes privilégiés : là encore c'est pour une privatisation des bénéfices et avantages et pour une double collectivisation des coûts : au niveau de chaque pays qui supporte les diverses conséquences sociales et humaines de l'emprise d'un système technico-commercial extérieur dominant ; au niveau de la planète entière qui finit par être affectée dans diverses dimensions écologiques importantes. (...) on peut faire le constat que les principaux déséquilibres matériels et politico-économiques actuels de notre monde sont dus en majeure partie à un usage incontrôlé et irresponsable des grands pouvoirs techniques, à une volonté de puissance illimitée des groupes privilégiés qui ont le monopole des moyens, au système technico-industriel et commercial tel qu'il fonctionne* ».

⁸ D'une manière générale, la question des institutions et du pouvoir est au cœur de tout processus de développement, comme l'a remarquablement montré Galbraith (1983). Kalecki (1943, 1964, 1966, 1971), de son côté, conditionne tout progrès social à des changements institutionnels conséquents, donc à une évolution du rapport de force entre dominants et dominés favorable à ces derniers. Godard (1998) souligne l'importance que revêt la société civile — définie comme l'ensemble des organisations ne relevant pas de l'Etat et n'étant pas liées au marché ou aux milieux d'affaires — et le planificateur comme pivots de l'écodéveloppement.

Enfin, respecter la nature ne signifie pourtant pas, selon Sachs, rompre avec la croissance. L'écodéveloppement ainsi défini est « *équidistant de l'économisme abusif qui n'hésite pas à détruire la nature au nom de profits économiques immédiats et de l'écologisme non moins outrancier qui érige la conservation de la nature en principe absolu au point de sacrifier les intérêts de l'humanité et de rejeter le bien-fondé de l'anthropocentrisme* » (Sachs, 1980, p.32). La théorie de la croissance de Kalecki va fournir une base solide à cette approche.

4. Le rôle de la croissance économique

Les économistes post keynésiens, comme les partisans de l'écodéveloppement, considèrent que la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante du développement. Mais, pour que croissance ne rime pas avec mal développement, il convient de répondre à deux questions : (i) qu'est-ce qui doit croître ? (ii) comment faire en sorte que les richesses produites profitent équitablement à l'ensemble de la population ?

La croissance économique n'apparaît pas, comme pour les néo-classiques, comme le remède à tous les problèmes. Elle n'est pas non plus vue comme la cause de tous nos maux comme l'affirment les partisans de la décroissance. Si elle suscite certaines réticences dans les rangs des post keynésiens (Jespersen, 2004) et chez les partisans d'une soutenabilité forte (Harribey, 1997)⁹, elle doit être vue comme le moyen de satisfaire les besoins essentiels — matériels et immatériels, comme nous l'avons vu — sans dégrader l'environnement. Dès lors, la question de la répartition des richesses est indissociable de celle de la croissance.

Dans cette optique, la théorie de la croissance de Kalecki (1968) peut être mobilisée. Si elle est élaborée dans le cadre d'une économie socialiste, Kalecki (1970) reconnaît qu'elle peut s'appliquer aux économies capitalistes, à condition d'interpréter différemment certains coefficients. Elle est basée sur l'équation suivante :

$$r = \frac{i}{k} - a + u \quad (1)$$

où r est le taux de croissance, i la part de l'investissement dans le revenu national, k le coefficient de capital, a le coefficient de dépréciation du capital qui peut être assimilé à l'obsolescence économique et u le coefficient de meilleure utilisation de l'appareil de production, notamment « *grâce à l'amélioration de l'organisation du travail, à l'utilisation plus économique des matières premières, à l'élimination des défauts de production, etc.* » (Kalecki, 1968, p.16). Dans une économie socialiste, si a est positif, il peut être modulé par le planificateur par l'intermédiaire du choix des techniques de production, en particulier en privilégiant les techniques de production plus intensives en travail afin de favoriser le plein emploi, un objectif central pour Kalecki. u est également positif grâce aux effets d'apprentissage, aux progrès organisationnels et à l'économie des ressources qui en découle (Kalecki, 1970 ; Sachs, 1999). Dans une économie capitaliste, ce qui nous intéresse ici, la concurrence conduit à l'accroissement de a , c'est-à-dire à l'accélération de la « destruction créatrice » de Schumpeter ou à l'accroissement du coût d'usage de la production de Keynes sous l'effet de l'accélération de l'obsolescence économique, ce qui, pour l'école post

⁹ Il n'existe cependant pas de divergence fondamentale entre écodéveloppement et soutenabilité forte sur la question de la croissance. En effet, Godard (1998, p.223) note que « *pour les tenants de l'écodéveloppement, ce n'est qu'au terme d'une période de transition assurant la réduction des inégalités internationales de développement que la question d'une limitation matérielle de la croissance mondiale pourra être envisagée* ». Cette position est celle défendue par les partisans d'une soutenabilité forte.

keynésienne du circuit (Poulon, 1985) comme pour Marx, est à l'origine de la crise dans le système capitaliste. u dépend de la demande effective et peut prendre une valeur négative en cas d'anticipations pessimistes conduisant à une sous-utilisation de l'appareil de production.

Dès lors, il apparaît que l'accélération de a freine la croissance tandis qu'elle a un impact négatif sur l'environnement en intensifiant la pression sur les ressources naturelles et leur gaspillage, concurrence oblige. Le résultat de la course au progrès technique sur la croissance est cependant inconnu — comme nous le verrons plus loin à l'aide de l'équation (2) — car ce processus a de grandes chances de se traduire par une diminution de k et, potentiellement, par une hausse de i .

Une instabilité accrue, notamment en matière d'emploi, contribue à créer un environnement économique morose conduisant à affaiblir le niveau de la demande effective. Cette instabilité, fruit d'une incertitude croissante, se traduit par une baisse de u , préjudiciable à la croissance¹⁰.

Au contraire, une vision optimiste de l'avenir conduit, selon les préceptes keynésiens, à des anticipations favorables engendrant une hausse de l'investissement, donc de u , et une baisse du chômage, favorisant ainsi la croissance. Mais une hausse de u peut s'avérer préjudiciable à l'environnement selon le type d'investissement envisagé. Pour Kalecki, qui se démarque ici de Keynes, il est indispensable que l'Etat joue un rôle dans l'orientation de l'investissement et dans l'utilisation des techniques de production afin de favoriser l'emploi en privilégiant, chaque fois que cela est possible, l'utilisation de techniques de production intensives en travail et, pourrions-nous ajouter aujourd'hui, afin d'empêcher une pression environnementale trop forte. Il est également là pour éviter que ne se réalise une croissance perverse (Kalecki et Sachs, 1966, p.126), c'est-à-dire une croissance tirée par la production de biens non essentiels qui déséquilibrent l'économie et conduisent à une croissance de court terme qui affecte les perspectives futures de croissance. Dans ce cas, en effet, les investissements mobilisent les biens d'équipement, les produits intermédiaires et de première nécessité qui font défaut et ne peuvent de ce fait augmenter la capacité de production de biens jugés plus utiles au développement.

Kalecki (1968) utilise une seconde équation qui lui permet de donner une approximation du taux de croissance :

$$r = \alpha + \varepsilon \tag{2}$$

où α est le taux de croissance de la productivité du travail résultant du progrès technique et ε le taux de croissance de l'emploi. Il apparaît ainsi, contrairement à ce qu'affirment les néo-classiques, que c'est bien l'emploi qui favorise la croissance et non le contraire.

Comme le montre Sachs (1999, p.27-29), nous pouvons, à partir de l'équation (2), définir deux grandes trajectoires de croissance. La croissance intensive est entièrement tirée par l'augmentation de α et n'induit pas de création d'emploi (d'où $\varepsilon = 0$). Un cas extrême peut même être mis en évidence qui voit le progrès technique s'accompagner d'une réduction de l'emploi, ce qui peut être assimilé à une croissance perverse. Pour éviter cela, Sachs (1980, p.133) juge qu'« à moins de prendre le problème par la racine et de réduire fortement les

¹⁰ Nous pouvons remarquer que, bien souvent, cette instabilité est savamment orchestrée par les « puissants » et s'avère être un écran de fumée qui, en pénalisant la croissance, permet de demander aux populations toujours plus de sacrifices qui conduisent à une aggravation des inégalités.

horaires de travail tout en rééquilibrant la répartition du volume total du travail entre tous les intéressés, nous risquons fort d'aboutir (...) à une véritable économie d'apartheid, caractérisée par l'existence d'une minorité de plus en plus productive et une majorité de marginalisés, pris en charge par le Welfare State dans l'hypothèse charitable ou cantonnés derrière des fils de fer barbelés »¹¹. S'il n'est pas question de refuser le progrès technique, il convient cependant d'en faire un outil au service de la satisfaction des besoins essentiels et du respect de l'environnement, ce qui passe par un contrôle du contenu de α . Pour Sachs (1980, p.133), « *les solutions passent aussi par l'imposition d'un contrôle social rigoureux sur les directions du progrès technique : la société de l'avenir devra se servir des découvertes de la science, mais ne pas se laisser dominer par la logique d'un progrès technique jugé uniquement par ses apports à l'accumulation économique* ».

La croissance extensive est quant à elle tirée par l'augmentation de l'emploi. Dans le cas où l'accroissement de ε se traduit par une baisse de α , nous assistons à une multiplication d'emplois improductifs, voire fictifs.

En résumé, il apparaît que, quelle que soit la trajectoire empruntée, l'augmentation de la productivité du travail peut être favorable à la croissance mais aussi à l'amélioration du niveau de vie. Pour ce faire, il est impératif que les gains de productivité réalisés soient équitablement répartis, montrant ainsi que croissance et répartition sont indissociables. Mais pour cela, l'intervention de l'Etat semble indispensable, permettant de fixer un cap et de donner une vision à long terme permettant de réduire l'incertitude.

5. L'incertitude radicale et le principe de précaution

Le principe de la demande effective représente, de l'aveu même de Keynes (1936, p.53), « *l'essentiel de la Théorie Générale de l'emploi [qu'il se propose] d'exposer* ». Ce principe repose lui-même sur la notion d'incertitude qui est à la base de toute la philosophie économique de Keynes et qui préfigure le principe de précaution.

*5.1. Le rôle de l'incertitude chez Keynes*¹²

Si la notion d'incertitude est au cœur de l'analyse de Keynes et constitue un des piliers de sa « révolution », sa vision à ce sujet est fortement influencée par la philosophie de George Moore dont les *Principia Ethica* (1903) marqueront profondément sa pensée (Keynes, 1938). Cette influence se retrouvera dans son *Traité sur les probabilités* (1921) et, plus tard, dans sa *Théorie générale* (1936).

Moore tente de répondre à deux questions : qu'est-ce que le bien ? Comment faire le bien ? Comme il considère que l'on ne peut définir le bien, si ce n'est par l'intuition, il en

¹¹ De la même façon, Keynes considère que ce qu'il nomme le chômage technologique, « *dû au fait que nous découvrons des moyens d'économiser de la main-d'œuvre à un rythme plus rapide que celui auquel nous lui trouvons de nouveaux emplois* » (Keynes, 1930, p.111), doit conduire à réduire la peine de chacun et à partager le travail afin de pouvoir se consacrer à des activités non économiques. Notons tout de même qu'il apparaît moins enthousiaste dans la *Théorie générale* où, s'il ne rejette pas formellement une politique qui viserait à une réduction du temps de travail, la juge prématurée (Keynes, 1936, p.326-327). De son côté, Sachs (1980, p.136) prône « *une réduction du temps de travail professionnel et, par conséquent, plus de temps pour l'auto-production hors marché des biens et services dans le secteur domestique et communautaire, et surtout plus de temps disponible pour les activités culturelles, ludiques et la sociabilité* ».

¹² Ce paragraphe doit beaucoup à Dostaler (2005), chap. 1. Berr (2007, 2009) donne une présentation plus approfondie des liens pouvant être tissés entre la pensée de Keynes et le développement soutenable.

déduit que « *les plus grands biens imaginables sont des états d'esprit associés au plaisir esthétique, à l'appréciation des beaux objets, d'une part, aux affections personnelles de l'autre* » (Dostaler, 2005, p.41). Face à cette difficulté d'appréhender le bien, Moore considère que « *nous n'avons jamais la moindre raison de nous imaginer qu'une action est notre devoir ; nous ne pouvons jamais être sûrs qu'une action produira la plus grande valeur possible* » (Moore, 1903, p.216)¹³. Comme on ne peut prévoir avec certitude les effets de nos actions, car il n'y a pas de base probabiliste, on doit s'en remettre à un certain nombre de traditions, de règles de conduite, à la morale dominante et au sens commun.

Keynes va embrasser la « religion » de Moore, qui lui permet de rejeter l'utilitarisme benthamien qu'il considère « *comme le ver qui a rongé les entrailles de la civilisation moderne et qui est responsable de son actuelle décadence* » (Keynes, 1938, p.445). Cela lui permet également de rejeter les valeurs économiques, donc le principe de rationalité, au second plan¹⁴. Enfin, Keynes va puiser chez Moore l'idée que nous vivons dans un monde largement non probabilisable. En effet, si, comme l'affirme Moore, le Bien n'est pas définissable — car sa définition suppose que l'on sait ce qu'il est —, nous devons logiquement en déduire que nous ne pouvons jamais être sûrs de l'effet, positif ou négatif, de nos décisions. Dès lors, la belle mécanique néo-classique ne peut plus fonctionner¹⁵. En effet, les probabilités reposent sur la loi des grands nombres de Bernoulli et ne sont pas applicables à l'économie où l'on ne peut se baser sur la répétition des faits. Ainsi, entre deux situations *x* et *y*, que la première ait une probabilité cent fois supérieure d'arriver n'empêche pas que ce soit la seconde qui puisse survenir, ou même toute autre situation que l'on n'aura pu prévoir. Pour Keynes, il convient donc de raisonner en incertitude radicale, c'est-à-dire dans un univers dans lequel « *il n'existe aucune base scientifique sur laquelle construire le moindre calcul de probabilité. Simplement, on ne sait pas* » (Keynes, 1937, p.249).

Mais, puisqu'il faut tout de même agir, il convient de trouver une nouvelle base à partir de laquelle il devient possible de prendre des décisions. Et ces décisions doivent être établies, selon Keynes, à partir de prévisions¹⁶ qui permettent de déterminer un comportement conventionnel, dont les fondements sont peu solides. Pour lui, les agents économiques¹⁷ se laissent guider par des faits dont ils se sentent suffisamment certains¹⁸, même si leurs effets ne sont pas les plus significatifs, et par le degré de confiance qu'ils accordent à ces faits¹⁹.

¹³ Cité d'après Dostaler (2005), p.42.

¹⁴ Keynes estime en effet que « *l'attribution de la rationalité à la nature humaine, plutôt que de l'enrichir, me semble maintenant l'avoir appauvrie. Cela ne tenait pas compte de certaines sources puissantes et précieuses de sentiments* » (Keynes, 1938, p.448 ; traduction d'après Dostaler (2005), p.47).

¹⁵ « *Toutes les jolies techniques très présentables, destinées à une salle de conférences bien lambrissée ou à un marché merveilleusement bien régulé, menacent de s'enrayer* » (Keynes, 1937, p.250).

¹⁶ Keynes définit deux catégories de prévisions : la première, qu'il nomme prévision à court terme, « *a trait au prix qu'un fabricant, au moment où il s'engage dans une fabrication, peut espérer obtenir en échange des produits « finis » qui en résulteront* » (Keynes, 1936, p.71) ; la seconde, la prévision à long terme, a trait quant à elle « *aux sommes que l'entrepreneur peut espérer gagner sous forme de revenus futurs s'il achète (ou parfois s'il fabrique) des produits « finis » pour les adjoindre à son équipement en capital* » (Keynes, 1936, p.71-72).

¹⁷ Keynes accorde une importance particulière, en vertu de sa théorie de la demande effective, aux prévisions des entrepreneurs.

¹⁸ C'est pourquoi « *les faits actuels jouent un rôle qu'on pourrait juger disproportionné dans la formation de nos prévisions à long terme ; notre méthode habituelle consistant à considérer la situation actuelle, puis à la projeter dans le futur après l'avoir modifiée dans la seule mesure où l'on a des raisons plus ou moins précises d'attendre un changement* » (Keynes, 1936, p.164).

¹⁹ Ainsi, « *lorsqu'on s'attend à des changements profonds, mais qu'on est très incertain de la forme qu'ils revêtiront, on n'a qu'un faible degré de confiance* » (Keynes, 1936, p.164).

L'adoption de cette convention permet à « l'immoraliste » Keynes de rejeter les conclusions de Moore selon lesquelles la morale traditionnelle doit guider notre action. La base conventionnelle qu'il décrit conduit plutôt à des situations où la rumeur, la crainte, la désillusion ou au contraire l'espoir — qui sont autant d'éléments non probabilisables — peuvent entraîner une révision brutale et soudaine de ces prévisions et peuvent déboucher sur des anticipations auto-réalisatrices dont le caractère très mouvant explique, selon lui, l'apparition de crises.

5.2. De l'incertitude au principe de précaution

La base conventionnelle définie par Keynes permet de mieux comprendre notre attitude en matière environnementale. En effet, de nombreuses études scientifiques montrent que le modèle occidental de développement est insoutenable à plus ou moins long terme et que la multiplication des pollutions va induire d'importants changements climatiques. Pourtant, si nous sommes sûrs que ces changements vont survenir, le fait d'ignorer la forme qu'ils vont prendre — on a donc, d'après Keynes, une confiance limitée — nous conduit à ne pas prendre la mesure de ce problème, montrant qu'en la matière le plus important n'est pas de savoir que des changements vont arriver, mais de croire en leur apparition.

Cependant, cette nouvelle donne écologique, qui est une composante de plus en plus importante des prévisions à mesure que les risques environnementaux deviennent plus visibles, doit nous amener à adopter une attitude plus prudente. Et si nous considérons, à la suite de Keynes, que les questions économiques sont secondaires et que nous vivons dans un monde fait d'incertitude radicale, nous devons promouvoir un nécessaire principe de précaution (PP). Ce principe, apparu pour la première fois en Allemagne à la fin des années 1960, est aujourd'hui consacré par de nombreux textes internationaux. La déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992), par exemple, en donne, dans son principe 15, la définition suivante : « *Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement* ».

Ce principe a donné lieu à deux conceptions antagonistes²⁰. La première, qui s'apparente à un PP faible, considère que la charge de la preuve du danger incombe aux opposants à telle ou telle mesure et se traduit par la gestion d'un risque, au travers d'une analyse coûts-bénéfices qui consacre la primauté de l'économique car les gains économiques sont plus simples à mettre en évidence que les coûts humains et écologiques. La seconde, qui renvoie à un PP fort, considère que c'est aux promoteurs d'une activité à risque de démontrer l'absence de risque « grave ». Rejoignant le principe responsabilité de Jonas (1990), cette approche considère que les aspects environnementaux — et l'on pourrait ajouter sociaux — priment sur les questions économiques. Cette vision ne remet pas en cause la primauté de l'investissement chère à Keynes mais interroge le contenu des investissements. D'où l'importance du rôle de l'État qui, par la loi notamment, doit inciter les entreprises à respecter une certaine éthique et à s'engager dans des investissements « propres ». Kalecki va plus loin en considérant que l'Etat doit être programmeur et promoteur du développement, et même producteur lorsqu'il le faut. Il lui appartient d'indiquer les priorités de développement mais de s'assurer aussi que les investissements nécessaires y affluent, ce qui implique le recours à une certaine forme de planification (Kalecki, 1964 ; Sachs, 1999).

²⁰ Pour une analyse détaillée du principe de précaution, voir notamment Azam (2006) et Godard (2003).

Ainsi, s'il s'avère que l'analyse post keynésienne de l'incertitude radicale conduit à l'adoption du principe de précaution, cette vision est parfaitement compatible avec le souci d'une gestion raisonnable et prudente prôné par l'écodéveloppement.

6. La place de la demande effective

Comme nous l'avons souligné en introduction, le principe de la demande effective constitue l'une des deux caractéristiques essentielles de l'école post keynésienne. Il consacre le fait que, dans les économies capitalistes modernes, nous sommes face à des situations où coexistent sous-emploi de la main d'œuvre et capacités de production excédentaires. En excluant toute idée de rareté des facteurs de production, Keynes — et les post keynésiens après lui — considère que l'accent doit être mis sur la demande, tant à court terme qu'à long terme. Une telle approche semble entrer en contradiction avec l'écodéveloppement et plus généralement avec le développement soutenable car, en ne distinguant pas capital physique et capital naturel, elle sous-entend que ce dernier serait également surabondant car non intégralement utilisé. Les post keynésiens sont pourtant conscients des problèmes environnementaux et, même s'ils n'ont que peu contribué sur ce thème (Berr, 2007, 2009), avancent des éléments qui s'opposent à l'approche néo-classique et rejoignent les analyses en termes de soutenabilité forte. Bird (1982) met ainsi l'accent sur la solidarité intergénérationnelle et le caractère indépassable de la contrainte écologique, ce qui amène les post keynésiens à rejeter le principe de substituabilité des facteurs de production et à privilégier une complémentarité en phase avec une gestion raisonnable des ressources naturelles (Holt, 2005 ; Jespersen, 2004 ; Lavoie, 2005). Pour eux, les actions entreprises aujourd'hui auront des effets demain, non seulement sur les personnes mais également sur la biosphère²¹. De ce fait, ils considèrent qu'en ce domaine, l'analyse coûts-bénéfices est inopérante. En effet, dans un monde où règne l'incertitude, intégrer les préférences des générations futures dans un tel calcul est une absurdité qui doit conduire à remettre en cause la pertinence du recours à l'actualisation (Bird, 1982 ; Brown et Shaw, 1983).

Kalecki (1966) note quant à lui que dans le cas des économies en développement, la demande n'est pas la seule contrainte à régler. En effet, le principal problème de ces pays est que leurs capacités productives sont insuffisantes, non qu'elles sont sous-utilisées. D'où la nécessité d'accroître l'investissement, non pour augmenter la demande effective mais pour développer le potentiel productif et générer de la croissance économique²². Nous retrouvons ici l'idée développée par Kalecki, puis par Sachs, que la croissance n'est pas l'ennemie du développement, à condition qu'elle s'accompagne d'une redistribution des richesses favorable aux classes sociales les moins aisées et d'une gestion prudente des ressources naturelles²³.

²¹ Lavoie (2005) estime que les travaux post keynésiens peuvent être associés aux analyses développées par Georgescu-Roegen (1995), qui est un des principaux promoteurs de la vision forte du développement soutenable.

²² Jespersen (2004) confirme ce point de vue en constatant qu'à l'heure actuelle les biens sont produits non parce qu'ils sont nécessaires mais parce que leur production permet de lutter contre le chômage. Nous pensons cependant que la lutte contre le chômage et la satisfaction des besoins essentiels sont des objectifs parfaitement complémentaires, dont la réalisation doit découler d'un plan de développement formulé par l'Etat sous le contrôle de la société civile.

²³ Aujourd'hui, comme le note Sachs (1980, p.130-131), « *le dynamisme conservateur nous pousse à penser que la solution de tous les problèmes consiste en une fuite en avant : plus de la même chose, comme si la croissance économique à elle seule suffisait à tout résoudre, indépendamment de comment elle se fait, à qui elle profite et qui elle sacrifie, quels en sont les contenus, quel est aussi son prix social et environnemental à l'échelle de chaque pays et de la planète entière* ».

De plus, Kalecki (1966) note qu'avec l'augmentation du niveau de vie dans les pays développés, la population est de moins en moins encline à remettre en cause un système qui lutte contre le chômage par un gaspillage des ressources. D'où la nécessité d'impliquer l'Etat, mais aussi la société civile, afin de rediriger les économies sur des voies de développement plus soutenables. Ainsi, soucieux de corriger les imperfections du marché, les post keynésiens s'accordent sur le recours à une certaine forme de planification. Leur approche de l'environnement est instrumentale et doit permettre d'intégrer les objectifs à atteindre dans le processus de planification tout en étant particulièrement attentif aux conséquences sociales d'un tel processus, c'est-à-dire en matière de répartition des richesses (Brown et Shaw, 1983, p.142).

L'écodéveloppement ambitionne quant à lui une modification des rapports entre Etat, marché et société civile au profit de cette dernière. Il n'est cependant pas question d'abandonner le marché ou de renforcer exagérément le rôle de l'Etat. Dans ce cadre, le rôle du planificateur est de négocier avec les différentes parties afin d'obtenir une position commune acceptable. Mais pour être efficace, le planificateur doit être attentif à la diversité des situations et se doit de recueillir un maximum d'informations, ce qui suppose une participation la plus large possible des populations locales afin de bien identifier les problèmes et les besoins des populations mais aussi les potentialités du milieu naturel local (Sachs, 1980, p.32-33 ; Godard, 1998, p.224)²⁴.

Dès lors, il apparaît que la contradiction soulevée au début de ce paragraphe entre la vision post keynésienne de la demande effective et l'écodéveloppement est toute relative et s'avère aisément surmontable.

7. Conclusion

Il est maintenant incontestable que les post keynésiens disposent d'arguments solides pour investir avec succès le champ du développement soutenable et participer à l'élaboration de modèles alternatifs à celui proposé par l'orthodoxie qui repose sur une vision eurocentrée et linéaire du développement. Les liens tissés entre incertitude et principe de précaution, une croissance au service d'une meilleure répartition des richesses et un principe de la demande effective rénové sont au cœur d'une vision post keynésienne du développement soutenable qui doit contribuer à opérationnaliser la philosophie de l'écodéveloppement. S'il faudra du temps pour que nous chassions de nos esprits l'idée d'une supériorité obligatoire du modèle de développement occidental tel qu'il nous est proposé depuis de nombreuses décennies, voire de nombreux siècles, il est indispensable de participer à la construction d'alternatives.

Du travail a bien évidemment déjà été réalisé et des synergies commencent à voir le jour. Ainsi, la théorie de la consommation proposée par Lavoie (2005) s'inscrit dans une démarche soutenable. Le mini symposium organisé à Kansas city en 2004 lors de la conférence bisannuelle de l'école post keynésienne (Courvisanos, 2005 ; Holt, 2005 ; Mearman, 2005a, 2005b) a confirmé que des passerelles pouvaient être trouvées avec d'autres écoles hétérodoxes, notamment avec l'économie écologique (Gowdy, 1991 ; Holt, Spash et Pressman, 2009).

L'articulation entre les dimensions sociales et écologiques du développement soutenable exige des changements institutionnels plus ou moins radicaux afin d'assurer une

²⁴ Pour Sachs (1980, p.33), « l'écodéveloppement postule un effort de recherche mettant en œuvre toutes les possibilités de la science moderne en vue de la satisfaction des besoins réels de la population à partir du potentiel de ressources constitué par son environnement ».

plus grande équité, que celle-ci soit intra générationnelle ou intergénérationnelle. D'où une ouverture indispensable en direction de l'institutionnalisme, en particulier celui promu par Veblen, Commons ou Galbraith²⁵. A cet effet, la grille d'analyse des relations de pouvoir fournie par Galbraith (1983) est très éclairante et permet de mettre en évidence les blocages institutionnels qu'il convient de surmonter car, trop souvent, l'application de nouvelles idées se heurte au fait que ceux qui ont le pouvoir de faire changer les choses n'y ont pas intérêt²⁶. Construire une économie politique du développement soutenable est un défi qu'il est impératif de relever.

Références bibliographiques

- Azam G. [2006], « Développement durable – Principe de précaution ? Un nécessaire changement de paradigme », in Berr et Harribey [2006], p.193-209.
- Berr E. [2006], « À la recherche d'un autre développement », in Berr et Harribey [2006], p.31-56.
- Berr E. [2007], « Le développement soutenable est-il keynésien ? », in Matagne P. (dir.), *Le développement durable en questions*, Paris, L'Harmattan, p.113-140.
- Berr E. [2009], « Keynes and Sustainable Development », *International Journal of Political Economy*, vol.38, n°3, p.22-38.
- Berr E., Combarrous F. [2005], « Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits », *Économie appliquée*, tome LVIII, n°2, p.5-44.
- Berr E., Combarrous F. [2007], « The false promises of the (second) Washington consensus : Evidence from Latin America and the Caribbean (1990-2003) », *Brazilian Journal of Political Economy*, vol.27, n°4, p.525-545.
- Berr E., Combarrous F., Rougier E. [2009], « Too much Consensus could be harmful : assessing the degree of implementation of stabilization and structural policies and their impact on growth », in Gnos C. et Rochon L.P. (dir.), *Monetary Policy and Financial Stability. A Post Keynesian Agenda*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Berr E., Harribey J.-M. (dir.) [2006], *Le développement en question(s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.
- Bird P. [1982], « Neoclassical and post Keynesian environmental economics », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.4, n°2, p.586-593.
- Bonnevault S. [2003], *Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant.
- Bresser-Pereira L.C., Varela C., [2004], « The second Washington consensus and Latin America's quasi-stagnation », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2, p.231-250.
- Brown W.S., Shaw W.D. [1983], « Neoclassical and post Keynesian environmental economics : an addendum », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.6, n°1, p.140-142.
- CMED [1987], *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.
- Comelias C. [2000], *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Paris, Seuil.
- Comelias C. [2006], *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris, Seuil.

²⁵ Zuindeau (2007), en faisant de l'environnement la sixième forme institutionnelle de la théorie de la régulation, s'inscrit dans cette perspective.

²⁶ Keynes rejoint cette position lorsqu'il s'interroge, dans le dernier chapitre de la *Théorie générale*, sur la possibilité que ses idées puissent être mises en pratique : « *Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ?* » (Keynes, 1936, p.375).

- Courvisanos J. [2005], « A post-Keynesian innovation policy for sustainable development », *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, vol.1, n°2, p.187-202.
- Davidson P., [2004], « A Post Keynesian view of the Washington consensus and how to improve it », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.27, n°2, p.207-230.
- Dostaler G. [2005], *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel.
- Galbraith J.K. [1983], *Anatomie du pouvoir*, in Galbraith [2007], *Economie hétérodoxe*, trad. fr., Paris, Seuil.
- Georgescu-Roegen N. [1995], *La décroissance : Entropie-Écologie-Économie*, Paris, Sang de la terre, 2^e édition française.
- Godard O. [1998], « L'écodéveloppement revisité », *Economies et Sociétés*, série F, n°36, p.213-229.
- Godard O. [2003], « Le principe de précaution comme norme de l'action publique, ou la proportionnalité en question », École Polytechnique, Cahier n°2003-025, <http://ceco.polytechnique.fr/CAHIERS/index.html>.
- Gowdy J. [1991], « Bioeconomics and post Keynesian economics : a search for common ground », *Ecological economics*, vol.3, n°1, p.77-87.
- Harribey J.-M. [1997], *L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey J.-M. [1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.
- Holt R. [2005], « Post-Keynesian economics and sustainable development », *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, vol.1, n°2, p.174-186.
- Holt R., Spash C., Pressman S. (dir.) [2009], *Post Keynesian and Ecological Economics : Confronting Environmental Issues*, Cheltenham, Edward Elgar, à paraître.
- Jespersen J. [2004], « Macroeconomic stability: Sustainable development and full employment », in Reisch L.A., Røpke, I. (dir.), *The Ecological Economics of Consumption*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Jonas H. [1990], *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. fr., Paris, Champs-Flammarion.
- Kalecki M. [1943], « Political aspects of full employment », in Kalecki [1971], *Selected essays on the dynamics of the capitalist economy 1933-1970*, Cambridge, Cambridge University press, p.138-145.
- Kalecki M., [1964], « Observations on social and economic aspects of 'intermediate regimes' », in Osiatynski J. (dir.), 1993, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.
- Kalecki M., [1966], « The difference between crucial economic problems of developed and underdeveloped non-socialist economies », in Osiatynski J. (dir.), 1993, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.
- Kalecki M. [1968], *Théorie de la croissance en économie socialiste*, trad. fr., Paris, Editions Sirey, 1970.
- Kalecki M., [1970], « Theories of growth in different social systems », in Osiatynski J. (dir.), 1993, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. IV, Socialism, Oxford, Clarendon press.
- Kalecki M., [1971], « Class struggle and distribution of national income », in Osiatynski J. (dir.), 1991, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. II, Capitalism, Oxford, Clarendon press.
- Kalecki M., Sachs I., [1966], « Formes d'aide étrangère. Une analyse économique », in Sachs I., [1977].
- Kapp K.W. [1963], *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1976.

- Keynes J.M. [1921], *A Treatise on Probability, The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. VIII, Londres, Macmillan, 1972.
- Keynes J.M. [1930], « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », in Keynes [2002], p.103-119.
- Keynes J.M. [1936], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. fse, Paris, Payot, 1996.
- Keynes J.M. [1937], « La théorie générale de l'emploi », in Keynes [2002], p.240-260.
- Keynes J.M. [1938], « My Early Beliefs », *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. X, p.433-450, Londres, Macmillan, 1972.
- Keynes J.M. [2002], *La pauvreté dans l'abondance*, trad. fr., Paris, Gallimard.
- Latouche S. [1986], *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, PUF.
- Latouche S. [1995], *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S.
- Latouche S. [2003], *Décoloniser l'imaginaire. La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon.
- Lavoie M. [2004], *L'économie postkeynésienne*, Paris, La Découverte, coll. Repères.
- Meadows D. et al. [1972], *Halte à la croissance*, Paris, Fayard.
- Mearman A. [2005a], « Post-Keynesian economics and the environment : introduction to the mini symposium », *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, vol.1, n°2, p.121-130.
- Mearman A. [2005b], « Why have post-Keynesians had (relatively) little to say on the economics of the environment ? », *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, vol.1, n°2, p.131-154.
- Moore G.E. [1903], *Principia Ethica*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.
- PNUE [2002], *L'avenir de l'environnement mondial 3*, Bruxelles, De Boeck.
- PNUE-CNUCED [1974], *Patterns of Resource Use, Environment and Development Strategies*, Conférence de Cocoyoc, Mexique.
- Poulon F. [1985], « Réponses de la théorie du circuit à quelques questions relatives au temps, à l'équilibre macro-économique et au libre-échange », *Economies et Sociétés*, série Monnaie et Production, n°2, p.69-84.
- Rapport Dag Hammarskjöld [1975], *Que faire : un autre développement*, Uppsala, Fondation Dag Hammarskjöld.
- Rist G. [1996], *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Sachs I. [1977], *Pour une économie politique du développement*, Paris, Flammarion.
- Sachs I. [1980], *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Editions économie et humanisme/Les éditions ouvrières.
- Sachs I. [1997], *L'écodéveloppement*, Paris, Syros.
- Sachs I. [1999], « L'économie politique du développement des économies mixtes selon Kalecki : croissance tirée par l'emploi », *Mondes en Développement*, vol.27, n°106, p.23-34.
- Sachs I. [2007], *La troisième rive. À la recherche de l'écodéveloppement*, Paris, Bourin éditeur.
- Vivien F.-D. [2003], « Jalons pour une histoire de la notion de développement durable », *Mondes en Développement*, vol.31, n°121, p.1-21.
- Vivien F.-D. [2005], *Le développement soutenable*, Paris, La Découverte, coll. Repères.
- Zuindeau B. [2007], « Regulation school and environment : theoretical proposals and avenues of research », *Ecological Economics*, vol.62, n°2, p.281-290.